

Bon État des masses d'eau 2027 : oÅ¹ en est-on ?

Dossier de la rédaction de H2o
September 2022

La directive cadre sur l'eau (DCE 2000/60/CE) du 23 octobre 2000 définit un cadre pour la gestion et la protection des eaux par grand bassin hydrographique sur le plan européen. Elle fixe notamment un objectif de bon État pour les masses d'eau à l'horizon 2015, avec une possibilité de report à 2027 en dernière échéance. Le dernier rapportage de la France à la Commission européenne sur l'État des masses d'eau est sans appel : 67 % des masses d'eau superficielle risquent de ne pas atteindre les objectifs environnementaux, dont le bon État écologique en 2027. 14 % des masses d'eau souterraine risquent de ne pas atteindre le bon État quantitatif et 40 % de ces mêmes masses d'eau risquent de ne pas atteindre le bon État chimique [EauFrance, Bulletin n° 4, Synthèse 2019 des États des lieux des bassins. À l'occasion février 2022]. Devant ce risque de contentieux et la difficulté à atteindre nos objectifs environnementaux, il est légitime de se demander oÅ¹ en sommes-nous, aujourd'hui, en France ? Quelle est la situation des autres pays européens ? Quels dispositifs de surveillance la France met-elle en place pour évaluer l'État de ses masses d'eau ? Les pollutions émergentes représentent-elles un risque supplémentaire de non-atteinte des objectifs DCE ? Quelles orientations majeures les outils de planification ont-ils adoptés pour améliorer la qualité et la quantité des masses d'eau ? Focus sur le bassin Seine-Normandie. Comment optimiser le respect des exigences communautaires et préserver nos rivières et nos nappes des effets du changement climatique ?

Interviendront à cette conférence : Bettina Doeser, cheffe d'unité Gestion durable de l'eau douce à la Direction de l'environnement de la Commission européenne ; René Lalement, directeur adjoint de l'appui aux stratégies pour la biodiversité à l'Office français de la biodiversité ; Christophe Poupard, directeur de la connaissance et de la planification à l'Agence de l'eau Seine-Normandie ; Philippe Levendic, président de l'Autorité environnementale.

Cercle Français de l'Eau